

Election présidentielle :**Battre Sarkozy, Le Pen, Bayrou, candidats des partis bourgeois**Quel est l'enjeu de l'élection présidentielle ?

Du côté du Medef, du grand capital, des licenciés, affairistes et spéculateurs, c'est clair. Ils ne sont pas rassasiés par les cinq ans de contre-réformes réalisées par les gouvernements UMP-UDF de Chirac et Sarkozy, par la casse des retraites, de l'assurance maladie, la privatisation d'EDF-GDF, les lois contre l'école et le corps enseignant, le CNE ou les lois sécuritaires...

Ils veulent réunir les meilleures conditions politiques pour lancer une nouvelle vague d'attaques contre la population laborieuse, et pour cela, porter à la tête de la 5^{ème} république N.Sarkozy, candidat UMP-Medef, flanqué d'une majorité UMP-UDF. A défaut : F.Bayrou, candidat démocrate-chrétien qui a voté la quasi-totalité des lois réactionnaires depuis 2002.

Quant à Le Pen, candidat ultra-réactionnaire qui partage l'essentiel de leur programme et les aiguillonne, il se félicite déjà que Sarkozy « *chante les mêmes cantiques* » que lui, comme en témoigne la proposition d'inspiration pétainiste d'un ministère de « *l'identité nationale et de l'immigration* ».

Le programme commun UMP-Medef est d'une brutalité féroce, en rapport avec les difficultés réelles du capitalisme français, en perte de vitesse face à ses principaux concurrents.

Voici ce programme : remise en cause du droit de grève, dans le public comme dans le privé. Nouvelle « réforme » des retraites et destruction des régimes spéciaux. Liquidation du contrat de travail et de toute durée légale du travail. Autonomie totale des universités (privatisation, sélection massive). Suppressions massives de postes dans la fonction publique, nouvelles privatisations, nouvelles lois policières, anti-immigrés, ...C'est un programme qui vise à balayer les acquis ouvriers restants, et qui entend effacer les défaites ou échecs subis par les gouvernements des partis bourgeois en 1986, 1995 ou sur le CPE.

Pour le prolétariat, la jeunesse, le premier enjeu est donc de battre Sarkozy, les candidats des partis bourgeois, manifester ainsi leur rejet viscéral de leur programme, de la politique menée entre 2002 et 2007.

Les appareils syndicaux ont pavé la voie au gouvernement jusqu'aux présidentielles

L'élection présidentielle est centrale dans la 5^{ème} République, puisqu'elle sert à choisir un chef d'Etat aux pouvoirs exorbitants, d'autant qu'il est quasiment assuré depuis la réforme Jospin du quinquennat de disposer d'une majorité parlementaire fidèle.

Or ces derniers mois, les dirigeants syndicaux CGT, FO, FSU, ont déblayé la voie des partis bourgeois vers cette élection en sabotant toutes les possibilités de combat contre le gouvernement UMP-UDF, dans la continuité de ce que fut leur politique depuis 2002 et leur appel à voter Chirac.

Ainsi, à Airbus, alors que les grèves spontanées ont mis à l'ordre du jour l'appel à la grève générale pour le retrait du plan de suppressions de postes, dirigeants FO et CGT y opposent les négociations sur ce plan, assorties de ... demi journées de grève. Dans l'enseignement, les dirigeants SNES et FSU ont multiplié les journées d'actions disloquées, contre l'aspiration

des enseignants, pour défendre leur statut, à centraliser leur combat dans une manifestation centrale au siège du pouvoir.

Plus encore, les directions syndicales se sont toutes déclarées prêtes à s'inscrire dans la « *modernisation du dialogue social* » dont Chirac rappelait il y a peu qu'il impliquait d'en finir avec « *tradition protestataire* », d'aller vers un « *syndicalisme d'engagement* » selon le mot du ministre Larcher. Or, la défaite du gouvernement sur le CPE a bien montré que cet « *engagement* » des appareils syndicaux est indispensable à la bourgeoisie pour faire passer son programme réactionnaire.

Pour couronner le tout, alors que Sarkozy dit vouloir s'en prendre au droit de grève, au contrat de travail, aucune direction syndicale n'a pris position pour qu'il soit battu dans ces élections. Au contraire, toutes se préparent d'avance à collaborer avec lui s'il était élu.

A la volonté de battre Sarkozy et les partis bourgeois, le PS oppose la candidature Royal et son programme

Faute de parti ouvrier révolutionnaire à influence de masse, les travailleurs n'ont d'autre possibilité contre les partis bourgeois que d'utiliser le vote pour les candidats des partis et organisations issus du mouvement ouvrier, PS, PCF, ou LO et LCR. Ils le font évidemment sans illusion.

Depuis 1981, PS a constitué et soutenu, avec le PCF, des gouvernements d'alliance avec des formations bourgeoises, gouvernements serviles à l'égard des intérêts capitalistes, au détriment des masses populaires. Mais à ce passif, qui exprime la nature du PS et du PCF, s'ajoute aujourd'hui la teneur de la campagne du PS et de sa candidate, S.Royal.

Cette dernière, après avoir été imposée au PS comme la « *madone des sondages* », multiplie les positions réactionnaires, teintées d'un chauvinisme bleu-blanc-rouge glaçant. La dernière en date, le « *Contrat Première Chance* », est un repoussoir pour la jeunesse. Il s'agirait en effet d'une nouvelle mouture du CPE de Villepin, livrant au patronat une main d'œuvre totalement gratuite et précaire, soit disant pour lutter contre le chômage.

Cette proposition concentre ce qu'est le « programme » du PS, qui prône aussi bien l'aggravation de la « *décentralisation* » de Raffarin que la « *sécurité sociale professionnelle* », laquelle est

un instrument de destruction des contrats de travail et des garanties collectives de la classe ouvrière. D'ailleurs, cette dernière, impulsée par la direction de la CGT, est aujourd'hui reprise depuis le PCF et la LCR jusqu'à l'UMP.

Ces positions du PS, de Royal font à l'évidence le jeu des Sarkozy et Bayrou.

Quel gouvernement, quelle politique, peuvent répondre aux aspirations et besoins des travailleurs et de la jeunesse ?

Les travailleurs, leurs familles sont confrontés à la baisse de leur pouvoir d'achat, à la flambée des loyers, aux licenciements en masse, aux déremboursements des soins, aux conséquences de la destruction progressive de l'enseignement public, du système de santé, à la dégradation de leurs conditions de vie, de travail, d'études. Mais aucun candidat ne remet ouvertement en cause ce qui est à la racine de cette situation, à savoir le mode de production capitaliste.

La politique capable d'en finir avec ces maux existe. Bien entendu, les contre-réformes accumulées sous la 5^{ème} République doivent être abrogées, notamment sur les retraites, l'assurance-maladie, l'enseignement, ou la décentralisation. Le pouvoir d'achat perdu depuis 1982 doit être rattrapé et garanti par l'indexation des salaires et retraites sur les prix, sous contrôle syndical.

Pour en finir avec la crise du logement, les loyers doivent être bloqués, les expulsions interdites, les dettes des ménages populaires annulées. Les centaines de milliers de logements vides doivent être expropriés, et un plan de construction massif mis en œuvre sous le contrôle des travailleurs.

Mais pour assurer le droit le plus fondamental de tous, le droit au travail, il faut procéder à la réduction massive du temps de travail, sans flexibilité, jusqu'à embauche de tous les chômeurs.

De plus il faut procéder aux nécessaires embauches massives dans la fonction publique, et pour cela dénoncer la dette publique, en finir avec les dizaines de milliards d'aides allouées au patronat. Un gouvernement voulant assurer le droit au travail orienterait la production et les échanges, en nationalisant pour cela le système de crédit, non plus en fonction de la recherche du profit, mais en fonction des besoins des masses, selon un plan rationnel élaboré sous contrôle ouvrier.

Bien sûr, les capitalistes et leurs idéologues diront que tout cela est impossible. Cela confirme qu'assurer le droit au travail, aux études, à la santé exige de s'en prendre à leurs intérêts, d'exproprier les grands groupes capitalistes.

Cette politique, il reviendra à un gouvernement révolutionnaire de la mettre en œuvre, renversant la 5^{ème} République, retirant les troupes françaises qui oppriment et occupent en Afrique, au Moyen-Orient et à Haïti, rompant avec l'Union Européenne, sur la base de la mobilisation des travailleurs, vers les Etats-Unis Socialistes d'Europe.

Aucun candidat, ni celle du PCF – qui ne se présente pas sous ce sigle – ni ceux de la LCR ou LO, ne défend cette politique. Tous prônent au contraire des mesures qui, ils le disent eux-mêmes, ne remettent pas en cause le régime capitaliste.

Battre Sarkozy et les candidats des partis bourgeois

En l'absence d'un parti ouvrier révolutionnaire combattant pour le socialisme, ouvriers, employés, agents de la fonction et des entreprises publique, bref le prolétariat et la jeunesse étudiante ne peuvent adresser leurs revendications qu'aux partis en mesure d'exercer le pouvoir, le PS et le PCF, pour un gouvernement émanant des seules organisations du mouvement ouvrier (partis et syndicats) dont ils exigeraient la satisfaction de leurs revendications.

C'est pourquoi, dans ces élections, il n'y aura d'autre possibilité que de voter :

-au premier tour pour les candidats des partis et organisations issus du mouvement ouvrier de son choix (PS, PCF, ou LO, LCR)

- au second tour pour le candidat de ces organisations resté en lice (si aucun n'était présent, il faudrait s'abstenir).

Ce n'est qu'ainsi que les travailleurs et la jeunesse pourront manifester leur volonté de battre Sarkozy, les partis bourgeois, leur politique.

La défaite des partis bourgeois serait un point d'appui pour aborder les inévitables et futurs affrontements qui se profilent, qui nécessiteront la réalisation du front unique des organisations du mouvement ouvrier, la rupture de la concertation et du dialogue social que pratiquent les directions syndicales CGT, FO, FSU, UNEF, avec le pouvoir.

* * *

C'est cette orientation que défend le Groupe pour la construction du parti ouvrier révolutionnaire, de l'internationale ouvrière révolutionnaire, qui vient de se constituer. Et il affirme : aucun problème ne peut être résolu sans rompre avec la loi du profit et s'engager dans la voie qui mène au socialisme.

C'est ce combat que le Groupe appelle à soutenir et à rejoindre.

Adopté à l'unanimité par la Conférence du Groupe, Paris, le 9 avril 2007